



A quoi sert un courant de pensée ?

Les raisons historiques qui ont conduit les fondateurs de la FEN autonome, puis ceux de la FSU, à instaurer le système des courants de pensée étaient celles de deux éclatements successifs du mouvement syndical, pour des raisons de scission de la confédération de la CGT en 1947 à cause de la création de CGT-FO, ou de prémices de changement d'orientation stratégique au sein de la direction de la FEN à la fin du 20^{ème} siècle.

Les camarades successifs qui ont construit les statuts des fédérations ont imaginé pouvoir retenir au sein de la FEN autonome d'abord, puis au sein de la FSU, des camarades un peu différents dont les stratégies n'étaient pas exactement les mêmes.

Ce système fonctionne correctement depuis plusieurs années et, s'il présente des inconvénients : ossifier un peu les positions des uns par rapport aux autres, il continue de présenter l'avantage de permettre un débat actif entre les tenants de diverses analyses et de diverses stratégies. Au lieu d'augmenter encore l'éparpillement syndical déprimant qui doit faire le plus grand plaisir aux patrons et aux politiciens qui travaillent pour eux, il continue de permettre une réflexion commune de personnels des fonctions publiques (très peu dans la fonction publique hospitalière), et l'élaboration d'actions fédérales qui vont dans le sens de l'intérêt global des salariés des services publics et d'une grande partie de la population à travers la lutte commune pour tenter de préserver les missions de service public et l'idée même de service public.

Les attaques de fond menées à fond de train par le gouvernement contre ces services publics, contre le statut de la Fonction Publique, contre le caractère public des missions de service public et l'existence même de certaines de ces missions, atteignent une ampleur que nous n'aurions pas osé craindre dans nos pires cauchemars, il y a encore une vingtaine ou une trentaine d'années.

Ces attaques sont concertées par les bourgeoisies de presque tous les pays d'Europe qui se servent de l'institution européenne pour accentuer leur propagande pour faire croire au caractère inéluctable et indispensable des « réformes », puis de l'austérité qu'il faut imposer aux peuples.

Cela nous a conduits à travailler l'idée d'avancer dans le travail en commun avec d'autres organisations en vue d'une construction unitaire. Les congrès du SNES-FSU, puis celui de la FSU ont placé notre fédération dans une perspective de convergence des réflexions et des luttes avec la CGT et Solidaires. Par ailleurs, nous nous battons pour construire une intersyndicale d'un bon niveau revendicatif. La plate-forme commune de janvier 2009 a subi des transformations, mais elle n'est pas morte.

Tout cela pour dire que, plus que jamais, nous avons besoin de réfléchir en groupe, collectivement. Nous avons besoin de mettre ensemble nos idées au clair, en essayant de construire les propositions les plus convergentes possibles avec nos partenaires internes et externes, et surtout les plus convergentes possibles avec les intérêts fondamentaux des salariés dont nous avons la responsabilité syndicale, avec les services publics, avec le modèle social issu des luttes du Front Populaire, de la Résistance et d'ensuite : la cible clairement annoncée par M. Kessler au nom des patrons il y a quelques années.

Cette convergence doit se travailler de plus en plus également avec nos camarades des syndicats européens dans un espace social, géographique et politique beaucoup plus vaste et très différent de nos traditions sociales.

Les attaques énormes contre les retraites menées dans un troisième temps de l'offensive patronale nous conduisent en ce moment à comparer les unes aux autres les propositions syndicales diverses, et surtout à travailler à les faire converger vers une proposition commune qui donnera l'élan aux salariés pour engager la lutte convergente, commune, dure et longue qui doit venir.

C'est dire aussi que ce n'est pas la saison pour gaspiller des occasions de réfléchir ensemble, pour avancer au plus vite. Pourrait-on imaginer une réunion de courant de pensée qui négligerait totalement toute discussion stratégique et d'action pour s'épuiser dans des discutailleries fondées sur de petits enjeux de pouvoir, ou sur des vieilles rancunes de vieux crocodiles aux dents usées ?

Non, n'est-ce pas ? Ce serait complètement irresponsable.

Le pouvoir ne doit pas pouvoir compter sur ce genre d'alliés pour cultiver la division.

Courant de pensée majoritaire, nous avons la responsabilité principale de l'efficacité de notre outil syndical.

Jeudi 27, la mobilisation doit être puissante et d'un haut niveau. Tout notre avenir en sera orienté. A nous de choisir.

U&A FSU 64, le 24 mai 2010